



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

Direction des politiques économique et internationale
Sous-direction des cultures et des produits végétaux
Bureau du vin, du cidre et des spiritueux à base de vin et de pommes
Adresse : 3, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Suivi par : Cécile BIGOT
Tél : 01 49 55 45 55
Fax : 01 49 55 50 75
Réf. Interne : inondations

CIRCULAIRE
DPEI/SPM/SDCPV/C2003-4047
Date : 23 SEPTEMBRE 2003

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la
pêche et des affaires rurales

Annule et remplace : **la circulaire**

DPEI/SPM/SDCVP/C2002-4053 du 6 novembre 2002

à

Mesdames et Messieurs les Préfets des régions
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte
d'Azur, Rhône-Alpes

Mesdames et Messieurs les Préfets
de l'Hérault, du Vaucluse, du Gard, de la Drôme,
des Bouches du Rhône, de l'Ardèche

Monsieur le Directeur de l'ONIVINS

 Nombre d'annexes :

Objet : Mise en œuvre pour le secteur viticole des mesures annoncées par le Premier Ministre le 8 octobre 2002 et destinées à venir en aide aux victimes des graves intempéries des 8 et 9 septembre 2002.

Résumé : La présente circulaire annule et remplace le point II de la circulaire DPEI/SDCPV/C2002-4036 de juillet 2003, relatif à l'aide au financement des charges fixes d'exploitation des entreprises.

MOTS-CLES : INTEMPERIES 8/9 SEPTEMBRE 2002, VIGNOBLES, CHARGES FIXES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE VINIFICATION

Destinataires	
Pour exécution :	Pour information :
Mmes et MM. les Préfets des régions Languedoc-Roussillon, PACA, Rhône-Alpes MM. les Préfets des départements de l'Hérault, Gard, Vaucluse, Drôme, Bouches du Rhône, Ardèche M. les DRAF de Languedoc-Roussillon, PACA, Rhône-Alpes Mmes et MM. les DDAF de l'Hérault, Gard, Vaucluse, Drôme, Bouches du Rhône, Ardèche M. le Directeur de l'ONIVINS	DGA DGAL DAF DGFAR Le Président du COPERCI Mmes et MM. Les Directeurs des Offices

Dans la circulaire DPEI/SPM/SDCPV/C2003- 4036 de juillet 2003, le point « II - Aide au financement des charges fixes d'exploitation des entreprises » est remplacé par les dispositions suivantes :

II - AIDE AU FINANCEMENT DES CHARGES FIXES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES

Une aide destinée à compenser partiellement les pertes de récolte et à faciliter le financement des charges fixes, des structures de production sera versée aux caves coopératives, unions de caves, caves particulières et autres entreprises de vinification (le statut d'agriculteur à titre principal n'est donc pas obligatoire), qui justifient que le volume total de la récolte 2002 enregistre par rapport à la moyenne de ceux déclarés au cours des trois précédentes années (1999, 2000 et 2001) ¹ et pour des superficies équivalentes, une perte de récolte égale ou supérieure à 25 %, sauf cas particuliers identifiés.

Le montant de l'aide est fixé forfaitairement à 8 €/hl perdu.

Un montant supérieur pourra toutefois être accordé sur la base d'une justification de la réalité des frais fixes, dans la limite de 75 % des coûts exposés. Dans ce cas, il appartiendra à des commissions administratives départementales, créées à cette fin, d'étudier au cas par cas les dossiers présentés, et de proposer au Directeur de l'ONIVINS le montant de l'aide.

Ces commissions pourront également proposer un montant d'aide inférieur à 8 €/hl pour des cas particuliers identifiés.

Les commissions transmettront au directeur de l'ONIVINS l'identité des bénéficiaires, le montant d'aide proposé, ainsi que sa justification lorsque le bénéficiaire aura enregistré une perte de récolte inférieure à 25 % et/ou lorsque l'aide proposée sera inférieure à 8 euro/hl.

Pour le calcul du seuil d'éligibilité à cette mesure il pourra être pris en compte, en plus des volumes de perte de récolte, les volumes vinifiés à l'extérieur des installations de l'exploitation ou de la coopérative concernée. Ces volumes seront indemnisés forfaitairement à hauteur de 4€/hl vinifié à l'extérieur.

Pour les caves particulières, les dossiers de demande d'aide seront constitués du formulaire propre aux calamités agricoles et de l'annexe spécifique à la mesure (ONIV3), mise à disposition du demandeur par la DDAF. Ces dossiers devront être renvoyés aux délégations régionales de l'ONIVINS compétentes pour le 31 août 2003 au plus tard.

Pour les autres entreprises de vinification, les formulaires seront à retirer auprès des délégations régionales de l'ONIVINS concernées auxquelles ils devront être retournés dans le même délai.

Vous voudrez bien me tenir informé de toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre de cette circulaire.

	Le directeur de Cabinet
	Jean-Yves PERROT

¹ En cas de circonstances exceptionnelles ayant significativement affecté le niveau d'une ou plusieurs récoltes au cours des années 1999, 2000, 2001 (par exemple aléa climatique), le directeur de l'ONIVINS peut, par dérogation, prendre en compte d'autres campagnes pour le calcul de la perte de récolte. En cas d'installation récente et d'année manquante, il peut, par dérogation, prendre comme référence le rendement moyen retenu au titre des calamités agricoles pour l'année et la dénomination concernées.